unicef | for every child

TERMES DE REFERENCE

Consultant Assistant Technique auprès du ministère de l'Économie et des Finances (MEF) pour le renforcement des Finances Publiques Sensibles aux Enfants à Madagascar

MODALITÉ DE CONTRAT	Consultance individuelle
LIEU D'AFFECTATION	Antananarivo-Office based
DUREE DU CONTRAT	**6.5 Mois**

Objet de la mission

Appuyer le ministère de l'Économie et des Finances dans le renforcement des politiques, systèmes, outils et capacités de gestion des finances publiques afin d'améliorer la mobilisation, l'allocation, l'exécution, la transparence et l'efficacité des dépenses publiques en faveur des enfants, des adolescent(e)s et des femmes à Madagascar L'assistance technique devra accompagner le MEF à travers un travail de liaison, coordination et appui technique dans les domaines ci-après :

1. L'appui technique au MEF dans la mise en œuvre des reformes sur les finances publiques ;
2. L'identification de mécanismes d'amélioration de l'efficience budgétaire en faveur des enfants
3. L'appui méthodologique et technique aux analyses budgétaires dans les secteurs sociaux pour informer le plaidoyer et les reformes sur les finances publiques ;
4. Le renforcement des capacités des Ministères Sectoriels Sociaux clés pour l'enfant, en matière de planification, budgétisation et suivi de l'exécution budgétaire ;
5. L'analyse de l'espace fiscal et l'élaboration de stratégie de financement durable des investissements en faveur des droits de l'enfant ;
6. Le renforcement de la transparence budgétaire et de la participation citoyenne.

Champ d'application

Scope of Work: L'assistant technique devra appuyer l'efficacité et l'efficience, la gestion des finances publiques dans les secteurs sociaux sensibles aux droits de l'enfant : Education Nationale, Santé Publique, Eau Assainissement et Hygiène, Protection Sociale, Protection de l'Enfant, Nutrition.

Planification et Budgétisation Axée sur les Résultats et Sensible aux Enfants :

• Accompagnement du MEF et des ministères des secteurs sociaux sensibles aux enfants pour renforcer l'alignement entre les plans sectoriels, les cadres de dépenses à moyen terme (CDMT), les budgets-programmes et les plans de travail annuels ;

• Appuyer l'intégration de priorités transversales (sensibilité au genre, réponse climatique) aux documents budgétaires.

• Introduire le marquage budgétaire pour les dépenses liées à l'enfance et à l'équité.

• Développer des classifications fonctionnelles et programmatiques pour les services sociaux (éducation, santé, protection sociale), et appuyer le développement d'une annexe à la Loi de Finances portant sur les secteurs sociaux ;

Efficacité et efficience budgétaire en faveur des enfants:

• Appuyer l'analyse de l'efficacité et de l'efficience de la dépense publique dans les secteurs sociaux, en priorisant un ou deux secteurs par an ;

• Appuyer les analyses sur l'exécution budgétaire et le renforcement de capacite des principaux acteurs de la chaine de dépense dans les secteurs sociaux ;

• Appuyer la mise en œuvre des recommandations visant l'amélioration des performances d'exécution budgétaire.

• Fournir un soutien technique pendant les ateliers et revues organisés par MEF/UNICEF visant l'amélioration de d'exécution budgétaire, en collaboration avec la « Task Force » du MEF.

Renforcement des Systèmes :

• Appuyer le MEF dans l'identification d'opportunités et de mise en œuvre de mécanisme de financement innovant susceptibles de soutenir les secteurs sociaux.

• Appui technique aux outils et méthodologies de préparation budgétaire fondée sur les résultats (en collaboration avec les Ministères Sectoriels Sociaux et le Ministère de l'Economie et des Finances) ;

• Renforcer les outils de programmation budgétaire (En collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances et les Ministères Sectoriels) ;

• Identifier les besoins de renforcement des capacités.

Transparence, Redevabilité et Engagement Citoyen:

• Appuyer la mise en œuvre des recommandations de l'enquête sur le budget ouvert (Open Budget Survey) 2025 ;

• Appuyer la diffusion des informations budgétaires ;

• Appuyer le renforcement des mécanismes de participation citoyenne au processus budgétaire (préparation, d'approbation, et de suivi de l'exécution) ;

Production et Utilisation de Données pour la Politique Budgétaire:

• Appuyer la collecte, l'organisation et la consolidation des données budgétaires nécessaires aux analyses budgétaires pour guider l'allocation des ressources dans les secteurs sensibles aux enfants ;

Tâches principales	**Livrables/Produits attendus**	**Calendrier/Échéances**
Rapport de démarrage détaillant l'approche méthodologique pour l'appui technique au MEF et aux ministères des secteurs sociaux avec un chronogramme détaillé de l'appui technique	15 Decembre 2026	
Rapport d'analyse budgétaire des secteurs sociaux dans la LFI	15 Janvier 2027	

2027		
Plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations de l'Open Budget Survey 2025	15 Fevirer 2027	
Note d'orientation pour l'amélioration de l'exécution des budgets dans les secteurs sociaux	15 Mars 2027	
Guide méthodologique pour la création d'une annexe à la Loi de Finances portant sur les dépenses sociales sensibles aux droits de l'enfant dans les secteurs sociaux	15 Avril 2027	
Rapport de synthèse sur les principaux résultats de l'appui technique au MEF et aux ministères des secteurs sociaux	15 May 2027	

Modalités de paiement :
Le paiement sera effectué sur la base de la soumission et de l'acceptation des livrables. L'UNICEF se réserve le droit de suspendre tout paiement dans le cas où les livrables soumis ne répondraient pas aux standards de qualité requis ou en cas de retard dans leur soumission imputable au/à la consultant(e).

Notes importantes :

- Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultance ou d'une prestation individuelle ne sont pas considérées comme des « membres du personnel » au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies ainsi que des politiques et procédures de l'UNICEF. À ce titre, elles ne bénéficient pas des avantages prévus pour le personnel (notamment les congés et la couverture d'assurance médicale). Les conditions de service applicables sont régies par les dispositions de leur contrat ainsi que par les Conditions Générales applicables aux contrats de consultants et prestataires individuels. Les consultants et prestataires individuels sont responsables de la détermination et du paiement de leurs obligations fiscales et taxes éventuelles, conformément aux lois locales ou autres législations applicables.
- Le/la candidat(e) retenu(e) est seul(e) responsable de s'assurer que l'assurance maladie (et le visa, le cas échéant) nécessaires à l'exécution des prestations restent valides pendant toute la durée du contrat. Les candidat(e)s sélectionné(e)s doivent également fournir une preuve de vaccination complète contre le SARS-CoV-2 (COVID-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), condition préalable à la prise de fonction. Cette exigence ne s'applique pas aux consultants travaillant entièrement à distance, qui ne sont pas appelés à travailler ou à se rendre dans les locaux de l'UNICEF, sur les sites de mise en œuvre des programmes, ni à interagir directement avec les communautés ou à effectuer des déplacements dans le cadre de leur mission.
- L'UNICEF met en place des aménagements raisonnables pour les consultants en situation de handicap. Ceux-ci peuvent inclure, par exemple, des logiciels accessibles, une assistance pour les déplacements en mission ou un accompagnement personnalisé. Les candidat(e)s sont encouragé(e)s à signaler toute situation de handicap lors de leur candidature afin de permettre la mise en place des mesures d'adaptation nécessaires pendant le processus de sélection et durant l'exécution de la mission.

QUALIFICATIONS / CONNAISSANCES SPÉCIALISÉES / EXPÉRIENCE / COMPÉTENCES (TECHNIQUES/FONCTIONNELLES) / COMPÉTENCES LINGUISTIQUES REQUISES POUR LA MISSION

Minimum Qualifications required: Masters de Économie, finances publiques ou discipline connexe**.**
Years of Experience/ Knowledge/Expertise/Skills required:
Work Experience:
- Au moins 15 ans d'expériences en finances publiques ;
- Expérience avérée de travail avec le Ministère des Finances à Madagascar ou dans d'autres pays;
- Expérience en Afrique francophone souhaitée**.**

Language Requirements: Ecrire et parler couramment Français Disposer d'un niveau intermédiaire en Anglais

Knowledge/Expertise/Skills:
Système de gestion des finances publiques, CDMT, Budget programme, mobilisation des ressources omestiques, analyse budgétaire, analyse de l'espace fiscale, procédure d'exécution budgétaire, procédure de passation des marchés publics

Desirables:
Connaissance du cadre globale des finances publiques sensibles à l'enfant de l'UNICEF fortement souhaitée

Technical proposal requirement-yes